

Nous persisterons dans notre lutte anti-impérialiste et la défense de notre indépendance



INTERVENTION DE M. BRUNO RODRÍGUEZ PARRILLA, MINISTRE CUBAIN DES RELATIONS EXTÉRIEURES, SUR LE POINT : « NÉCESSITÉ DE LEVER LE BLOCUS ÉCONOMIQUE, COMMERCIAL ET FINANCIER APPLIQUÉ À CUBA PAR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE », À LA SOIXANTE-DOUZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES, New York, le 1er novembre 2017

Monsieur le Président ;

Messieurs les représentants permanents ;

Chers délégués ;

Etats-Uniens et Cubains résidant aux États-Unis présents dans cette salle,

Je tiens tout d'abord, au nom du peuple et du gouvernement cubains, à exprimer au peuple et au gouvernement étatsuniens, au maire de New York, M. Bill de Blasio, au gouverneur Andrew Cuomo et

aux autres autorités de la ville, ainsi qu'à ses habitants et tout particulièrement aux proches des victimes, mes condoléances les plus sincères pour les pertes causées par l'acte terroriste d'hier après-midi.

J'exprime aussi mes condoléances aux peuples et gouvernements argentins et belges.

Monsieur le Président,

Je condamne avec la plus vive énergie les déclarations irrespectueuses, offensantes et interventionnistes que l'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies a faites contre Cuba et contre son gouvernement voilà quelques minutes à peine.

Je tiens à lui rappeler que les États-Unis, où se commettent des violations flagrantes des droits de l'homme qui suscitent une profonde préoccupation dans la communauté internationale, n'ont pas la moindre autorité morale pour critiquer Cuba, un petit pays solidaire dont l'état de services dans ce domaine est largement reconnu et où vit un peuple noble, travailleur et amical.

D'autant qu'elle parle au nom du chef d'un Empire qui est responsable de la plupart des guerres en cours sur la planète, qui assassine des innocents, qui est le facteur essentiel de l'instabilité mondiale, qui fait peser de très graves menaces sur la paix et la sécurité internationales, qui bafoue le droit international et la Charte des Nations Unies qu'elle vient cyniquement d'invoquer.

Vous avez fait erreur dans votre première phrase, madame l'ambassadrice : ce ne sont pas cinquante-cinq sessions de l'ONU, mais seulement vingt-six.

Vous mentez, selon la coutume qui prévaut aujourd'hui dans la politique étasunienne.

En revanche, voilà largement plus d'un siècle que tout a commencé ! Dès avant même la création de la Nation cubaine. Quand le peuple cubain s'est soulevé pour la première fois en 1868 à la conquête de son indépendance, les visées d'annexion et de domination des États-Unis, alors sur la voie de l'impérialisme, étaient déjà bel et bien une réalité pour mon pays.

En 1898, recourant à un prétexte – ce qui est typique dans leur histoire moderne – à savoir l'explosion du bâtiment Le Maine dans le port de La Havane, les États-Unis sont entrés dans mon pays en tant qu'alliés des forces indépendantistes cubaines, mais ils ont occupé ensuite le pays comme envahisseurs, nous ont imposé l'Amendement Platt, ont restreint l'indépendance et la souveraineté de Cuba, ont réalisé à nouveau trois interventions militaires, bref nous ont imposé pendant soixante ans leur domination absolue, et ce jusqu'au 1er janvier 1959 où elle a pris fin grâce la victoire de l'Armée rebelle et au triomphe de la Révolution, ce même Révolution qui continue de livrer aujourd'hui le même genre de lutte qui a inspiré notre peuple depuis maintenant plus de cent ans (applaudissements).

Vous mentez, vous avez cité une phrase qui attribue censément à une source cubaine une affirmation sur la crise d'Octobre, sur la crise des Missiles. Je vous invite à nous dire quelle est cette source, d'où vient cette affirmation, à présenter des preuves. Tout ceci ressemble à un tweet, dans le style de ceux qui prolifèrent dans votre pays en ces temps de haine, de division et de politique retorse (applaudissements).

Dès le triomphe de la Révolution cubaine, le gouvernement étasunien s'est fixé comme objectif de « changer le régime ». Comme vous le voyez, la politique annoncée le 16 juin par le président Trump n'est absolument pas nouvelle : c'est une politique on ne peut plus vieille, ancrée dans le passé !

Vous avez mentionné l'ambassadeur étasunien Stevenson. Mais vous avez oublié de rappeler le triste rôle qu'il a dû jouer quand, trompé par son propre gouvernement, il a présenté à une séance du Conseil de sécurité des photos d'avions censément cubains, mais en fait étasuniens, peints aux couleurs des forces de l'air cubaines, qui, le 15 avril 1961, ont bombardé La Havane et causé de nombreuses victimes, en guise de prélude à l'invasion de Playa Giron, appelée aussi de la baie des Cochons.

Ces bombardements, ce mensonge involontaire de l'ambassadeur Stevenson – involontaire parce que son gouvernement l'a trompé – ont eu lieu avant même que la Révolution cubaine ait déclaré son caractère socialiste.

Vous avez évoqué la crise des Missiles. Tenez, puisqu'on parle de nouveau ces jours-ci de l'assassinat du président Kennedy, dont votre gouvernement a occulté depuis trop longtemps la vérité au peuple étasunien, eh ! bien, déclassifiez donc les documents. Tous les documents !

Mais si vous tenez à parler de ce point, je vous suggère alors de lire Entraîné à assassiner Castro, d'un agent de la CIA, Veciana, qui raconte son entretien avec son collègue David Phillips et avec Lee Harvey Oswald, à Dallas, dans la troisième semaine de septembre 1963...

L'histoire des USA vis-à-vis de Cuba est tissée de mensonges et d'agressions : l'opération Northwoods, l'opération Mangouste... Tenez, on vient de déclassifier un document selon lequel, lors de la crise des Missiles, les États-Unis tenaient prêts 261 000 soldats pour envahir directement Cuba. La CIA disposait en Floride de la plus grande base jamais créée à cette date, avec plus de sept cents fonctionnaires, jusqu'à l'ouverture à Saïgon d'une base encore plus grande.

Vous reprenez le style d'Alice dans son pays des merveilles : condamner d'abord, juger ensuite.

Je parle au nom de mon peuple, et je parle aussi pour ceux qui ne peuvent pas appeler le président Trump et son ambassadrice par leur nom, mais qui sentent et pensent comme moi. Du moins avez-vous reconnu que votre pays est absolument isolé non seulement dans cette salle, mais dans le monde. Oui, vous êtes absolument seuls sur ce point du blocus contre Cuba ! (Applaudissement.) Vous ignorez le poids de la vérité, vous sous-estimez la force d'une idée juste même au fond d'une caverne, plus forte qu'une armée, comme le disait José Martí qui avait écrit dans une lettre inachevée qu'il portait sur lui au moment de sa mort au combat : « Je cours désormais tous les jours le risque de donner ma vie pour mon pays et pour mon devoir... qui est d'empêcher à temps, par l'indépendance de Cuba, que les États-Unis ne s'étendent dans les Antilles et ne retombent, avec cette force de plus, sur nos terres d'Amérique. »

Oui, madame l'ambassadrice, tout a commencé bien avant vingt-six ans, et même bien avant cinquante-cinq. De pair avec l'agression militaire, la fabrication de prétextes, les plans d'invasion directe, les mesures d'asphyxie de notre économie, le terrorisme d'État, la déstabilisation et la subversion, les États-Unis se sont proposé – et je cite ici l'infâme mémorandum secret rédigé le 6 avril 1960 par le sous-secrétaire d'État Lester Mallory – « de provoquer le désenchantement et la désaffection basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques. [...] en refusant à Cuba de l'argent et des livraisons afin de réduire les salaires nominaux et réels, de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement ». Tel est bien le point de départ du blocus !

Le 17 décembre 2014, le président Raúl Castro et le président Barack Obama ont surpris le monde par un communiqué gros d'espoir, le président des États-Unis allant jusqu'à déclarer que le blocus était un fiasco, qu'il était périmé, qu'il était inefficace quant aux objectifs que poursuivait son pays, qu'il faisait du mal au peuple cubain et qu'il isolait le gouvernement étasunien. Il l'a jugé ensuite incapable de faire progresser les intérêts de son pays, insensé, inviable et un fardeau pour ses concitoyens.

Bien qu'il n'ait jamais reconnu que le blocus était une violation flagrante, massive et systématique des droits humains des Cubains, une transgression du droit international et un acte génocidaire, bien qu'il n'ait pas renoncé non plus au droit que s'arrogé son pays de nous asservir, il avait toutefois déclaré à plusieurs reprises qu'il était décidé à recourir à ses prérogatives présidentielles et à travailler auprès du Congrès pour en obtenir la levée.

L'abstention des États-Unis en 2016 au cours du vote de cette résolution – un geste que madame l'ambassadrice vient de tourner en dérision – a été un reflet pratique de cette volonté du président Obama.

Durant cette période-là, les relations diplomatiques, le dialogue et la coopération dans des secteurs d'intérêt mutuel avaient enregistré des progrès sensibles. En revanche, le blocus s'était maintenu tel quel pour l'essentiel, même si l'administration Obama avait adopté quelques mesures visant à en modifier d'une façon très limitée, mais toutefois positive, l'application. Ainsi, même si les États-Uniens n'avaient toujours pas le droit de faire du tourisme à Cuba – ce qui constitue une violation de leurs droits et de leurs libertés civiles, ce que madame l'ambassadrice se garde bien de mentionner – les autorisations de voyage dans les catégories préétablies avaient été élargies.

Des résultats tangibles avaient été atteints en matière de coopération bilatérale mutuellement avantageuse dans des domaines aussi importants que le combat contre le terrorisme, le trafic de drogues ou la criminalité numérique.

Monsieur le Président,

Le 16 juin dernier, Donald Trump, président des États-Unis, a, en émettant une nouvelle directive au sujet de Cuba, affirmé que le blocus constituait l'axe essentiel de sa politique envers nous et il a annoncé un train de mesures visant à le durcir.

Devant un parterre composé entre autres de batistiens, d'annexionnistes et de terroristes invétérés, le président étasunien a prononcé un discours passé de mode, hostile, digne de la pire époque de la Guerre froide, reprenant des prétextes éculés sur les violations de droits de l'homme à Cuba pour justifier le renforcement du blocus. Nous venons d'en entendre ici-même, ce matin, l'écho, la caisse de résonance...

Or, le président Trump n'a pas la moindre autorité morale pour mettre Cuba en cause. Il est à la tête d'une administration de millionnaires qui applique des mesures sauvages contre les familles à moindre revenu, les pauvres, les minorités et les immigrants. Il poursuit un programme qui attise la haine et la division. Il prône, sous couvert de patriotisme, un exceptionnalisme et un suprémacisme périlleux qui provoqueront toujours plus de violence. Il ignore la volonté de deux tiers des États-Uniens et des Cubains résidents aux USA qui demandent la levée du blocus.

Sa politique corrompue, séquestrée au nom des « intérêts spéciaux », autrement dit les intérêts et l'argent des compagnies – la carence de garanties en matière d'éducation, de santé et de sécurité sociale, les restrictions à la syndicalisation, la discrimination pour des motifs de sexe portent préjudice aux États-Uniens.

Le recours à la torture, l'assassinat d'Afro-Étasuniens par la police, les massacres de civils par les troupes étasuniennes, l'usage indiscriminé et racialement différencié de la peine de mort, les assassinats, la répression et la surveillance policière contre les migrants, la séparation de familles, la détention ou la déportation de mineurs, les mesures brutales dont l'administration menace les enfants d'immigrants illégaux qui ont grandi et se sont élevés aux États-Unis, méritent tout autant d'être condamnés.

Votre administration, madame l'ambassadrice, n'a pas été élue par le peuple.

Vous venez de nous dire votre rêve. Eh ! bien, je préfère faire mien celui de Martin Luther King : « Je fais le rêve qu'un jour cette nation se lèvera et vivra le vrai sens de sa foi : "Nous tenons ces vérités comme allant de soi, que les hommes naissent égaux". [...] Que la liberté retentisse ! » (Applaudissements.)

Vous avez dit aussi que vous reconnaissiez que l'avenir de l'île était aux mains du peuple cubain. C'est là un mensonge éhonté : les dirigeants étasuniens ne l'ont jamais reconnu ! Tout au long de notre histoire, les États-Unis ont cherché à nous imposer leur domination et leur hégémonie.

La politique que le président Trump a annoncée vis-à-vis de Cuba se propose de ramener les relations bilatérales à un passé de confrontation, juste pour satisfaire les intérêts sordides de l'extrême droite étasunienne et ceux d'une minorité fossile d'origine cubaine en Floride.

Le « Mémoire présidentiel de sécurité nationale relatif au renforcement de la politique des États-Unis envers Cuba », signé par Donald Trump en juin 2017, comprend, entre autres mesures, de nouvelles prohibitions aux relations économiques, commerciales et financières des sociétés étasuniennes avec des entreprises cubaines.

Il restreint de plus la liberté de voyage des États-Uniens, puisqu'il élimine les voyages individuels dans le cadre des catégories d'échanges « interpersonnels » et renforce les mesures de surveillance sur les autres visiteurs en provenance des USA.

Ces dernières semaines, le président Donald Trump a réitéré à quatre reprises, dont ici même devant cette Assemblée en septembre, que son administration ne lèvera pas le blocus tant que Cuba n'opérera pas des changements intérieurs.

Réaffirmons donc une fois de plus que Cuba n'acceptera jamais de conditions ni de diktats. Rappelons-lui aussi que cette politique, appliquée par une dizaine de ses prédécesseurs, n'a jamais fonctionné et qu'elle ne fonctionnera jamais. Comme les autres, elle rejoindra les oubliettes de l'Histoire.

Plus récemment, alléguant des problèmes de santé de quelques diplomates en poste à La Havane, l'administration Trump a – sans posséder la moindre preuve concernant les causes et origines de ces problèmes, sans attendre les résultats des investigations en cours, de sorte que parler d' « attaques » ou d' « incidents » est tout simplement un mensonge – adopté de nouvelles mesures politiques contre Cuba, aggravant ainsi le blocus et lésant l'ensemble des relations bilatérales.

Ainsi, elle a suspendu la délivrance de visas aux voyageurs et migrants à son consulat de La Havane, ce qui enfreint le droit des citoyens de voyager librement et de visiter les USA pour une brève période de temps, comme l'ont fait cette année-ci plus de 163 000 Cubains, ou entrave sérieusement la réunification de familles dans le cadre de l'accord bilatéral qui prévoit la délivrance d'au moins vingt mille visas d'émigration par an. Par ailleurs, le fait que les voyageurs doivent obtenir un entretien dans les consulats étasuniens de pays tiers et que les émigrants doivent se présenter à la section consulaire de Bogota enchérira énormément les démarches et les interdit à une bonne partie d'entre eux. Que fait-on donc de leurs droits si chers au discours étasunien !

Porter préjudice aux personnes et aux familles pour atteindre des objectifs politiques en violation de l'ordre constitutionnel cubain est injustifiable.

L'administration Trump, afin de limiter les voyages et de causer des préjudices au tourisme international à Cuba, a aussi émis une mise en garde infondée et retorse aux États-Uniens pour qu'ils évitent de visiter notre pays.

En expulsant sans la moindre justification le personnel de notre consulat général à Washington, le seul existant aux USA, l'administration Trump a limité gravement ses capacités de prêter service aux voyageurs étasuniens, et notamment aux Cubains résidents qui ont absolument le droit de visiter leur pays et d'avoir avec lui des relations normales.

Elle a aussi réduit arbitrairement le personnel de notre ambassade, ce qui a eu pour conséquence la fermeture de son bureau économique-commercial, dans le but politique retors de priver d'interlocuteurs les entreprises étasuniennes qui souhaitent explorer les possibilités d'affaires existant encore dans le cadre restreint du blocus.

Mais comment s'étonner, après avoir entendu ici madame l'ambassadrice et d'autres dirigeants auparavant, que le président des États-Unis ne fasse pas cas de la communauté internationale qui soutenait unanimement les progrès bilatéraux qu'il annule maintenant et qui réclame tout aussi unanimement la levée immédiate, totale et inconditionnelle du blocus !

Monsieur le président,

Le président Raúl Castro Ruz a affirmé le 14 juillet dernier :

« Nous réaffirmons que n'importe quelle stratégie qui prétendrait détruire la Révolution, que ce soit par la coercition et les pressions, que ce soit par des méthodes subtiles, est vouée à l'échec... Cuba est décidée à continuer de négocier avec les États-Unis les questions bilatérales en souffrance, à condition que ce soit sur des bases d'égalité et de respect de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays, et de poursuivre un dialogue respectueux et une coopération sur des points d'intérêt commun avec l'administration étasunienne. »

« Cuba et les États-Unis peuvent coopérer et coexister en respectant leurs différences et en favorisant tout ce qui est bénéfique aux deux pays et aux deux peuples, mais qu'on n'attende pas pour autant que notre pays fasse des concessions sur des points qui relèvent essentiellement de sa souveraineté et de son indépendance... qu'il transige sur ses principes ou qu'il accepte des conditions, de quelque type qu'elle soient, ce que nous n'avons jamais fait au cours de notre Histoire. » (Applaudissements.)

Monsieur le Président,

Cuba soumet aujourd'hui pour la vingt-sixième fois d'affilée à l'Assemblée générale des Nations Unies le projet de résolution intitulé : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

Ce document prend, dans la conjoncture actuelle, une importance spéciale, compte tenu du recul qu'impliquent les actions de la nouvelle administration étasunienne.

Le blocus constitue le plus grand obstacle au développement économique et social de notre pays et à la mise en œuvre de notre Plan national, lequel s'inscrit dans le droit fil du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. Il constitue la principale entrave au développement des relations économiques, commerciales et financières de Cuba avec les États-Unis et avec le reste du monde.

D'après les calculs rigoureux faits par des institutions cubaines, le blocus a, d'avril 2016 à avril 2017, causé à l'économie cubaine des pertes se chiffrant à 4 305 000 000 de dollars.

Pour qu'on se fasse une idée de l'incidence réelle de ces pertes, il suffit de dire qu'elles représentent environ le double de l'investissement direct étranger dont Cuba a besoin pour promouvoir le développement substantiel de son économie.

Les pertes accumulées se montent à 822 280 000 000 de dollars, compte tenu de la dépréciation de l'or. À prix courants, elles équivalent à 130 178 000 000 de dollars.

Des dizaines de banques de pays tiers ont été victimes durant cette dernière période de la traque persistante à laquelle les USA se livrent contre nos transactions financières.

Le blocus est contraire au droit international et son application agressivement extraterritoriale lèse la souveraineté de tous les États, ainsi que des intérêts économiques et entrepreneuriaux sous toutes les latitudes.

Monsieur le Président,

Le blocus constitue – ce que madame l'ambassadrice s'est bien gardée de dire – une violation flagrante, massive et systématique des droits humains des Cubains et s'avère un acte de génocide aux termes de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, de 1948. Il entrave la coopération humanitaire internationale que Cuba offre à quatre-vingt-un pays du Sud.

Les dommages humains que cette politique a causés sont incalculables. Il n'existe aucune famille cubaine ni aucun service social qui n'ait été touché par les privations et les conséquences qu'entraîne le blocus. L'émigration cubaine souffre aussi de discrimination et de préjugés.

Durant cette dernière période, MEDICUBA S.A., l'entreprise cubaine chargée de l'import-export de produits médicaux, s'est adressée à plusieurs reprises, à des fins d'achats, à dix-huit compagnies étasuniennes qui soit n'ont pas répondu soit ont refusé.

La société étasunienne Promega, reconnue à l'échelle internationale pour ses kits diagnostiques qui permettent de déterminer la charge virale chez des sidaïques, des patients souffrant de l'hépatite C ou de maladies rénales, a, en juin 2017, refusé de les vendre à MEDICUBA au motif des sanctions commerciales du département du Trésor qui le lui interdisent.

À cette même date, et sous le même prétexte, la société New England Biolabs Inc., qui vend un large assortiment d'enzymes, comme la protéinase K, un réactif qui permet de diagnostiquer des maladies virales comme la dengue, la Zika et la chikungunya, ainsi que d'autres enzymes polyvalentes pour le diagnostic de malformations congénitales du fœtus, et de déterminer la compatibilité entre le donneur et le patient en attente d'une greffe du rein, de la moelle osseuse, du foie, entre autres organes, a refusé de les vendre à Cuba.

De même, sous ce même argument, elle a refusé de fournir à Cuba des livraisons de nature absolument humanitaire.

En avril 2017, la société allemande Eckert & Ziegler Radiopharma GmbH a refusé de vendre à MEDICUBA S.A. le générateur Ge-68/Ga-68 Gallia Pharm GMP et ses composants, utilisé pour diagnostiquer le cancer de la prostate au motif que les normes du blocus lui interdisent de vendre à Cuba, aussi bien directement que par intermédiaire.

Le service de cardiologie de l'hôpital général Hermanos Ameijeiras, à La Havane, a besoin d'un dispositif d'aide à la circulation, largement utilisé en cas de choc cardiogénique, en cardiologie interventionniste et en électrophysiologie, et qui permet la récupération après une crise cardiaque et prolonge par conséquent la vie du patient. La société étasunienne Abiomed, leader dans ce secteur, qui dispose du système Impella, idéal dans le traitement de ce cas, n'a toujours pas répondu à la commande que MEDICUBA S.A. lui a passée en septembre 2016 et en février 2017 afin de pouvoir l'introduire dans le système de santé cubain.

Monsieur le Président,

La façon interventionniste et inacceptable dont madame l'ambassadrice des États-Unis a parlé du gouvernement bolivarien du Venezuela est une offense à la conscience de l'humanité. Mais aussi une offense à son peuple héroïque, à son union civico-militaire, au gouvernement bolivarien et chaviste dirigé par le président Nicolás Maduro Moros.

L'administration étasunienne ment quand elle qualifie le Venezuela, qui est, et ce n'est pas un hasard, la première réserve certifiée d'hydrocarbures sur notre planète, de « menace à la sécurité nationale des États-Unis ».

Comme l'a affirmé le Libertador Simón Bolívar, « les États-Unis semblent destinés par la providence à couvrir l'Amérique de misères au nom de la liberté ». C'est là la meilleure réponse à madame l'ambassadrice.

Quant à nous, conformément à notre Constitution, nous sommes en plein processus électoral à Cuba, un processus absolument honnête, où personne n'achète de sièges, où aucun « intérêt spécial » ne prévaut, où aucune campagne mensongère ne se déroule parce que l'argent y est roi, où personne ne manipule la

volonté des électeurs, où personne n'attise la division ni la haine.

Monsieur le Président,

Nous remercions profondément les gouvernements, les peuples, les parlements, les forces politiques, les mouvements sociaux, les représentants de la société civile, les organisations internationales et régionale qui ont contribué année après année, par leur vote et leurs déclarations, à justifier qu'il était juste et urgent de lever le blocus.

Nous savons aussi gré à la vaste majorité du peuple étasunien d'appuyer ce noble objectif.

Nous remercions tout spécialement tous ceux qui ont exprimé leur inquiétude et leur rejet des mesures de coercition annoncées par l'administration étasunienne.

Le peuple cubain ne renoncera jamais à sa décision de bâtir une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable (applaudissements).

Nous persisterons, grâce au consensus de notre peuple et à l'engagement patriotique des plus jeunes, dans notre lutte anti-impérialiste et la défense de notre indépendance, pour laquelle des dizaines de milliers de Cubains sont tombés et pour laquelle nous avons couru les pires risques, comme nous l'avons prouvé à Playa Girón et face à toutes les menaces.

Nous serons éternellement fidèles à l'héritage de José Martí et de Fidel Castro Ruz (applaudissements).

Monsieur le Président,

Chers représentants permanents,

Chers délégués,

Notre peuple suit ce débat avec espoir. C'est en son nom que je vous demande de voter le projet de résolution A/72/L.30 : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

Je vous remercie.

(Applaudissements prolongés. Vivats à Cuba. Cris de : « Cuba, oui, blocus, non ! »)

Paru sur le site minrex.gob.cu (Cubaminrex)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/146369-nous-persisterons-dans-notre-lutte-anti-imperialiste-et-la-defense-de-notre-independance>



Radio Habana Cuba